

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**PRESTATIONS D'USINAGE DE RECTIFICATION ET DE
DÉCOUPE AU JET D'EAU**

Numéro : 2025-AOO-07

* * *

**Règlement de la Consultation
(R.C.)**

* * *

**DATE ET HEURE LIMITE DE RECEPTION DES PLIS :
LUNDI 8 DECEMBRE 2025 A 12 HEURES**

DEPOT ELECTRONIQUE OBLIGATOIRE

Table des matières

ARTICLE 1^{er} - OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 Identification du pouvoir adjudicateur	4
1.2 Présentation de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national	4
1.3. Objet du marché	4
1.4. Allotissement	4
1.5. Forme du marché	5
1.6. Durée du marché - Reconduction(s)	5
1.7. Nomenclature communautaire (CPV)	5
1.8. Modalités essentielles de financement et de paiement	5
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
2.1. Procédure de passation	6
2.2. Variantes	6
2.3. Prestations supplémentaires éventuelles	6
2.4. Délai de validité des offres	6
2.5. Forme juridique en cas de groupement	6
2.6. Précisions concernant la sous-traitance	6
2.7. Conditions particulières d'exécution	7
2.8. Accès des candidats à la consultation	7
ARTICLE 3 – CONTENU ET MODALITÉS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	7
3.1. Contenu du dossier de consultation des entreprises	8
3.2. Modalités de retrait du dossier de consultation des entreprises	8
3.3. Modification de détail du dossier de consultation des entreprises	9
3.4 Renseignements complémentaires	9
4.1. Pièces relatives à la candidature	9
4.2. Pièces relatives à l'offre	10
ARTICLE 5 – APPRÉCIATION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	11
5.1. Appréciation des candidatures	11
5.2. Jugement des offres	11
ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DU MARCHE	12
6.1. Signature de l'acte d'engagement	12
6.2. Signature du marché	12
6.3. Notification de la décision	12
ARTICLE 7 – CONDITIONS DE REMISE DES PLIS	13

7.1. Conditions de la dématérialisation	13
ARTICLE 8 - INDEMNISATION	14
ARTICLE 9 - CONFIDENTIALITE	14
ARTICLE 10 - SECRET DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	14
ARTICLE 11 - DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	15
ARTICLE 12 – PROCEDURES DE RECOURS	16
12.1 Instance chargée des procédures de recours	16
12.2 Organe chargé des procédures de médiation	16
12.3 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours.....	16

ARTICLE 1^{er} - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Identification du pouvoir adjudicateur

Le présent marché est porté par et pour le Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay, ci-après désigné « l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national » ou « l'acheteur ».

1.2 Présentation de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national

Issues de la réunion du Mobilier national et de la Cité de la céramique - Sèvres & Limoges, les Manufactures nationales ont été créées le 1er janvier 2025 pour promouvoir l'excellence des savoir-faire français et mettre en valeur la richesse de ce patrimoine matériel et immatériel avec plus de 53 métiers d'art exercés au sein de ses manufactures et ateliers.

Unique au monde, ce nouveau pôle public dédié aux arts décoratifs, aux métiers d'art et au design marie patrimoine et création pour jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie nationale en faveur des métiers d'art.

Son action porte autour de 6 axes prioritaires : la formation ; la recherche ; la création ; le soutien à l'écosystème fragile des métiers d'art ; la valorisation du patrimoine ; le rayonnement international des savoir-faire.

Héritier de quatre siècles d'histoire, il est constitué de : 2 musées (le musée national de céramique à Sèvres ; le musée national Adrien Dubouché à Limoges), 9 manufactures et ateliers de création (dont la manufacture nationale de Sèvres, la manufacture de tapisserie des Gobelins ; la manufacture de tapisserie de Beauvais ; la manufacture de tapis de Savonnerie ; les ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay ; l'atelier de recherche et de création en mobilier contemporain), 7 ateliers de restauration et une mission de l'ameublement.

Résolument tourné vers les territoires, ce pôle public est implanté dans 8 départements : à Paris, dans les Hauts-de Seine (Sèvres), dans l'Hérault (Lodève), dans la Creuse (Aubusson), dans l'Orne (Alençon), en Haute-Loire (Puy-en-Velay), en Haute-Vienne (Limoges) et dans l'Oise (Beauvais).

1.3. Objet du marché

Le présent marché a pour objet des prestations d'usinage de rectification et de découpe au jet d'eau.

Les spécifications techniques sont décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à tous les lots.

Le marché porte sur des prestations de services.

Lieu(x) d'exécution : Sèvres (92310)

1.4. Allotissement

En application de l'article L.2113-10 du code de la commande publique, le présent marché est passé en **deux lots juridiques distincts**, à savoir :

<i>Numéro du lot</i>	<i>Intitulé du lot</i>
1	Prestations d'usinage de rectification
2	Prestations de découpe au jet d'eau

Les candidats ont la possibilité de répondre à un ou plusieurs lots ; chaque lot constitue un marché unique.

1.5. Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire à marchés subséquents.

Le présent accord-cadre est conclu **sans montant minimum, les montants maximums s'établissent comme suit :**

- Pour le lot n°1 : 320 000 € HT sur toute sa durée, reconductions incluses, correspondant à un montant maximum de 80 000 € HT pour la période ferme de l'accord-cadre et de 80 000 € HT pour chaque reconduction ;
- Pour le lot n°2 : 320 000 € HT sur toute sa durée, reconductions incluses, correspondant à un montant maximum de 80 000 € HT pour la période ferme de l'accord-cadre et de 80 000 € HT pour chaque reconduction.

1.6. Durée du marché - Reconduction(s)

Chaque lot est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de la date de notification.

Chaque lot pourra être reconduit trois (3) fois par période d'un (1) an sans que la durée totale du marché n'excède quatre (4) ans. A défaut de décision expresse de non reconduction au plus tard un (1) mois avant l'expiration du marché, la reconduction est tacite. Le titulaire ne pourra pas refuser cette (ces) reconduction(s).

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours, quelles que soient les raisons ayant motivé la non-reconduction.

1.7. Nomenclature communautaire (CPV)

<i>Numéro du lot</i>	<i>Code CPV</i>
1	98300000-6 Services divers
2	98300000-6 Services divers

1.8. Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations sont financées par imputation au budget de l'établissement sur ses fonds propres.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Procédure de passation

La présente consultation est passée selon une procédure formalisée en application de l'article L.2124-1 du Code de la commande publique.

La procédure de passation utilisée est un appel d'offres ouvert en application de l'article L.2124-2 du Code de la commande publique.

Les candidats sont invités à remettre simultanément leur dossier de candidature et leur offre avant l'heure et la date limite indiquées en page de garde du présent document.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation conformément aux articles R.2185-1 et R.2185-2 du code de la commande publique.

2.2. Variantes

2.2.1 Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur

Sans objet.

2.2.2 Variante à l'initiative des soumissionnaires

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter des variantes à leur initiative.

2.3. Prestations supplémentaires éventuelles

Le présent marché ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

2.4. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt (120) jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.5. Forme juridique en cas de groupement

En cas de constitution d'un groupement, il ne sera exigé aucune forme particulière au groupement attributaire. Cependant, dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement.

Le pouvoir adjudicateur n'exige pas que certaines tâches soient effectuées par l'un des membres du groupement.

De plus, il est interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membres d'un ou plusieurs groupements
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Ne peuvent participer à cette consultation, directement ou indirectement, les personnes ayant pris part à l'organisation et au déroulement de la présente procédure, les membres de leur famille (descendants, ascendants et leurs collatéraux), leurs préposés, leurs associés groupés ou ayant des intérêts professionnels communs.

2.6. Précisions concernant la sous-traitance

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés

publics. Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches essentielles du marché doivent être effectuées directement par le titulaire.

2.7. Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte pas de conditions particulières d'exécution.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements employant des travailleurs handicapés, défavorisés ou détenus, mentionnés aux articles L2113-12 à L2113-14 du Code de la commande publique.

2.8. Accès des candidats à la consultation

Le pouvoir adjudicateur ne retient que les interdictions de soumissionner obligatoires et générales prévues aux articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique. Lorsqu'un soumissionnaire est en situation d'interdiction obligatoire de soumissionner, il est exclu de la procédure.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, le pouvoir adjudicateur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Ne peuvent notamment pas candidater à un marché public :

- les personnes qui ont fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive prévue à l'article 225-1 du code pénal. Cette infraction est constituée par toute discrimination, c'est à dire toute distinction opérée entre les personnes physiques ou entre les personnes morales ;
- les personnes qui ont fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L.1146-1 du code du travail ;
- les personnes qui n'ont pas respecté l'obligation de négociation en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, dès lors que les deux conditions suivantes sont réunies :
 - * au 31 décembre de l'année précédente celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation, la négociation prévue à l'article L.2242-5 du code du travail n'a pas été menée ;
 - * à la date à laquelle les personnes candidatent, elles n'ont pas réalisé ou engagé la régularisation de leur situation au regard de l'obligation de négociation fixée par cet article L.2242-5.

L'article L.2242-5 du code du travail impose à l'employeur d'engager chaque année, une négociation sur les objectifs d'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes dans l'entreprise, ainsi que sur les mesures permettant de les atteindre.

ARTICLE 3 – CONTENU ET MODALITÉS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

3.1. Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) comprend les pièces suivantes :

- le présent Règlement de la Consultation (RC) ;
- l'Acte d'Engagement (AE), propre à chaque lot ;
 - Annexe n°1 : le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) propre à chaque lot ;
 - Annexe n°2 : la(les) déclaration(s) de sous-traitance et agrément de conditions de paiement – DC4 (le cas échéant, à télécharger ici : <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>)
- le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) propre à chaque lot ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun aux deux lots ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun aux deux lots et ses deux annexes ;
- le cadre de réponse technique.

Les candidats n'ont pas la possibilité d'apporter de modifications au DCE.

Lors de leur étude, les candidats se doivent de signaler au pouvoir adjudicateur toute erreur, omission, imprécision contradictoire ou ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans un des documents précités ou entre deux documents constituant le DCE. En conséquence, ils ne pourront ni refuser d'exécuter les prestations, ni réclamer aucune indemnité de quelque nature que ce soit à leur profit.

Il appartient aux candidats de vérifier la composition du DCE. Aucune réclamation ou prorogation du délai de remise des plis ne peut être recevable à la suite du retrait d'un dossier incomplet.

3.2. Modalités de retrait du dossier de consultation des entreprises

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le DCE est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique.

Les candidats auront la possibilité de télécharger les documents dématérialisés du DCE, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence via le site internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels 7zip, Winzip, Quickzip ou winrar),
- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader),
- Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : word de Microsoft, Wordperfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft...),
- .doc ou .xls ou .ppt (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, Openoffice, ...).

Lors du téléchargement du DCE, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

Pour tout renseignement relatif au profil d'acheteur, les guides d'utilisation peuvent être téléchargés dans la rubrique « Aide ».

Pour tout problème d'utilisation de la plate-forme (connexion, téléchargement, dépôt de plis...), le service de support peut être contacté par téléphone ou par mail aux coordonnées indiquées dans la rubrique « Aide », sous-rubrique « Assistance téléphonique » (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

3.3. Modification de détail du dossier de consultation des entreprises

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter **au plus tard le lundi 1^{er} décembre 2025** des modifications au DCE. Les candidats devront alors répondre sur la base du DCE modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente sera reportée du même nombre de jours.

3.4 Renseignements complémentaires

Les candidats pourront poser des questions **au plus tard le mercredi 26 novembre 2025, via PLACE**, sous la référence de la consultation en cause, à l'adresse suivante, rubrique « **poser une question** » : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. **Aucune question que ce soit par courrier, par télécopie, par téléphone ou par messagerie autre que PLACE ne sera prise en compte.** Une réponse est alors adressée, par écrit via le profil d'acheteur, à toutes les entreprises ayant retiré le DCE, **au plus tard le lundi 1^{er} décembre 2025.**

Le candidat doit s'assurer que les messages envoyés par PLACE, notamment *nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr*, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Si la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente sera reportée du même nombre de jours.

ARTICLE 4 – CONTENU DES PLIS

Tous les documents, pièces et attestations remis au titre de la candidature ou de l'offre par les candidats sont établis en langue française. A défaut, ils doivent être accompagnés d'une traduction en langue française.

4.1. Pièces relatives à la candidature

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature :

- Sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME de la plateforme PLACE.
- Sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2 :

1/ Le formulaire DC1, dûment complété, valant lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants. En cas de candidature groupée, l'ensemble des membres du groupement soumet un formulaire DC1 unique.

2/ Le formulaire DC2, dûment complété, valant déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. En cas de candidature groupée, chaque membre du groupement soumet un formulaire DC2 séparément.

3/ Les pièces définies ci-dessous permettant la vérification de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leurs capacités économiques et financières, de leurs capacités techniques et professionnelles :

- *Aptitude à exercer l'activité professionnelle* : Sans objet.

- *Capacité économique et financière* :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Le candidat pourra prouver sa capacité économique et financière par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité économique et financière.

- *Capacités techniques et professionnelles* :

- Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

En cas de groupement, ces éléments sont à fournir par chaque membre du groupement.

A l'appui de son dossier de candidature, le candidat pourra produire les documents justificatifs et moyens de preuve listés ci-dessous qui lui seront demandés s'il était déclaré attributaire du marché (documents à fournir par chaque cotraitant) :

- Une attestation de déclarations et de paiement délivrée par l'organisme social compétent de moins de six (6) mois (sur le site de l'URSSAF www.urssaf.fr, ou autre) ;
- Les attestations de régularité fiscale et certificats fiscaux valables au 31 décembre de l'année N-1 ou documents équivalents en cas de candidat étranger ;
- Une attestation d'assurance responsabilité civile ;
- Un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.
- En cas de groupement, le mandataire devra fournir un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

Le candidat établi à l'étranger produit des certificats équivalents établis par les administrations et organismes du pays d'origine. Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Il est conseillé aux candidats qui ne disposeraient pas déjà de ces pièces, de se rapprocher au plus tôt des administrations et autorités compétentes.

4.2. Pièces relatives à l'offre

Pour chaque lot, les candidats doivent produire les documents suivants :

- **l'Acte d'Engagement (AE)** dûment complété,
 - l'annexe n°1 à l'AE : le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) dûment complété,
 - l'annexe n°2 à l'AE : les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs (DC4) (le cas échéant) ,
- **le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)** dûment complété sur la base des prix unitaires du BPU,
- **le cadre de réponse technique** dûment complété.

Le cadre de réponse technique sera rendu contractuel. À ce titre, les informations et dispositions mentionnées dans ce document engagent contractuellement le titulaire quant au respect des modalités d'exécution et des moyens mis en œuvre pour l'exécution de ses prestations.

Les renseignements indiqués dans le cadre de réponse technique doivent être liés directement à l'objet du présent marché, en répondant précisément aux différents points demandés et ne doivent en conséquence ne pas être une simple énumération de l'organisation des moyens généraux de l'entreprise.

ARTICLE 5 – APPRÉCIATION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

5.1. Appréciation des candidatures

En application de l'article **R2161-4 du Code de la commande publique**, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à l'analyse des candidatures après l'analyse et le classement des offres.

L'appréciation des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces demandées sont absentes ou incomplètes, il peut décider d'inviter tous les candidats concernés à produire ou à compléter ces pièces dans un délai approprié et identique pour tous, en application des dispositions de l'article R 2144-3 du Code de la commande publique.

Les candidatures qui ne seront pas recevables ou qui ne présenteraient pas de capacités professionnelles et techniques et/ou de capacités économiques et financières suffisantes, ne seront pas admises par le pouvoir adjudicateur.

5.2. Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R.2152-1 et R.2152-2 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Pour chaque lot, les critères pondérés de jugement des offres sont :

Critères et sous-critères	Pondération (sur 100 points)
Critère 1 : Valeur technique de l'offre <i>Analysée sur la base du cadre de réponse technique remis par le candidat</i>	60 points

1.1 Qualité des modalités d'organisation et de pilotage des prestations	28/60 points
1.2 Qualité des moyens matériels affectés à l'exécution des prestations	22/60 points
1.3 Qualité de l'équipe dédiée à l'exécution des prestations	10/60 points
Critère 2 : Prix de l'offre <i>Analysé sur la base du DQE remis par les candidats</i>	40 points

Le critère de la valeur technique sera jugé sur la base du cadre de réponse technique remis par les candidats, et des sous-critères pondérés énoncés ci-dessus.

Méthode de notation utilisée pour la notation du critère 1 :

L'acheteur attribuera aux offres une note selon le barème ci-dessous :

Barème	
Excellent	100% de la note
Satisfaisant	75% de la note
Moyen	50% de la note
Peu satisfaisant	25% de la note
Insatisfaisant	0% de la note

Méthode de calcul utilisée pour la notation du critère 2 :

La formule de calcul appliquée au montant total TTC du DQE sera la suivante :
(Montant total TTC du DQE de l'offre moins-disante * 40) / Montant total TTC du DQE de l'offre à noter

Le « montant total TTC de l'offre moins-disante » correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Le « montant total TTC de l'offre à noter » correspond au prix de l'offre à noter.

ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DU MARCHE

6.1. Signature de l'acte d'engagement

Le marché ne pourra être notifié que si l'attributaire produit dans le délai imparti l'acte d'engagement en original daté et signé.

6.2. Signature du marché

La signature électronique des offres n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

6.3. Notification de la décision

La notification aux candidats du rejet de leur offre se fera par transmission électronique par l'intermédiaire du profil d'acheteur. Les candidats doivent donc veiller à fournir une adresse mail valide lors du téléchargement du DCE.

ARTICLE 7 – CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

Les conditions de remise des plis, contenant la candidature et la ou les offres, qui suivent s'imposent aux candidats.

Les plis seront remis par voie électronique via le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Aucun envoi par télécopie ou par courriel ne sera accepté.

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « *guide utilisateur* » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée. Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique. Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques. Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme.

7.1. Conditions de la dématérialisation

Les plis devront être transmis avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de consultation. Les plis parvenus après cette date et heure limites seront éliminés sans avoir été ouverts.

Si le candidat adresse plusieurs plis différents, seul le dernier pli reçu avant la date limite de remise des candidatures et des offres sera retenu.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image .jpg, .png, et .html.

Le candidat est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les .exe, .com, .scr, etc.
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ou les ActiveX, Applets, scripts, etc.
- traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat. Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence. Le candidat doit s'assurer que les messages envoyés par la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité du pli. Si un virus est détecté, le pli sera réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en sera informé.

ARTICLE 8 - INDEMNISATION

Aucune indemnisation ou remboursement de frais ne seront dus au titre des échantillons ou des prestations effectuées par les candidats pour la remise des plis.

Aucune indemnisation ne sera due, et aucune réclamation ne sera acceptée, en raison du caractère éventuellement incomplet, inexact ou erroné de certaines données du DCE.

Pareillement, aucune indemnisation ne sera due aux candidats si la procédure devait être déclarée sans suite.

ARTICLE 9 - CONFIDENTIALITE

Les données communiquées aux candidats pour l'élaboration de leur offre ne peuvent en aucun cas être communiquées ou utilisées à d'autres fins que celles de la présente consultation.

Le candidat s'engage :

- À assurer sous sa responsabilité la confidentialité de son offre dans le cadre de la présente consultation ;
- À ne pas communiquer ces renseignements, informations et/ou documents à des tiers à la présente consultation ;
- À ne pas utiliser ces renseignements, informations et/ou documents à des fins autres que celles de la présente consultation.

Cet engagement s'étend à chacun des candidats prenant la forme d'opérateur économique unique ou des candidats prenant la forme de groupements d'opérateurs économiques qui :

- S'oblige à en imposer le respect à tous ses personnels ou prestataires ;
- S'engage tout particulièrement à prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires afin de garantir que la participation de ces personnels ou prestataires ne soit pas de nature à altérer la confidentialité de la procédure.

Conformément à l'article L.2132-1 du Code de la commande publique, les Manufactures nationales ne communiqueront pas les informations confidentielles dont il aura eu connaissance lors de la procédure de passation, telles que celles dont la divulgation violerait le secret des affaires, ou celles dont la communication pourrait nuire à une concurrence loyale entre les opérateurs économiques.

ARTICLE 10 - SECRET DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

Si le candidat considère que certains éléments de son offre sont couverts par des secrets industriels et commerciaux, il lui appartient de l'indiquer dans son offre.

Aucune indication prétendant que l'ensemble de l'offre est couvert ne sera acceptée.

ARTICLE 11 - DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

La participation à la consultation emporte acceptation des candidats concernant le traitement des données personnelles les concernant figurant dans leur dossier de candidature et d'offre.

Les candidats déclarent parfaitement connaître et appliquer les obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

Les candidats s'engagent à obtenir la même acceptation pour le traitement des données personnelles de tous les intervenants pour leur compte désignés dans le cadre de la présente consultation.

Ces données personnelles sont définies à l'article 4 du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016.

11.1 Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation

Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

11.2 Communication aux tiers

Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

11.3 Droits d'accès, de rectification, de suppression

Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès des Manufactures nationales, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par les Manufactures nationales, et dont les coordonnées peuvent être transmises sur demande expresse, ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

11.4 Durée de conservation des données personnelles

Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R.2184-12 et R.2184-13 du Code de la commande publique.

11.5 Informations de l'attributaire

Les informations concernant l'attributaire seront exploitées dans le cadre de l'exécution du marché afin de permettre le bon déroulement des prestations. Aucune donnée personnelle ne sera contenue dans les informations faisant l'objet de prescriptions à l'égard des Manufactures nationales en matière de communication et mise à disposition publiques découlant de la réglementation applicable.

ARTICLE 12 – PROCEDURES DE RECOURS

12.1 Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 PARIS (France)
Tél : 01.44.59.44.00
Fax : 01.44.59.46.46
Internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

12.2 Organe chargé des procédures de médiation

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Paris
5 rue Leblanc
75911 Paris cedex 15
Tél : 01.82.52.42.72
Fax : 01.82.52.42.95
Courriel : ccira@paris-idf.gouv.fr

12.3 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du Code de justice administrative (CJA) et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du CJA, et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Greffe du Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 PARIS (France)
Tél : 01.44.59.44.00
Fax : 01.44.59.46.46
Internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>